

Deux Négations ne Font pas une Nation!

Georges Naccache

L'Orient 1949

« ... Que voyons-nous? Un peuple, à travers tous les désordres et tous les scandales, ingénieux à se reconstruire ; un Etat obstiné à se défaire.»

J'ai failli ne pas reconnaître mon Liban!

Ce choc devant les choses retrouvées, cette sorte d'effroi panique, qui de nous, au retour de chaque voyage, ne l'a ressenti jusqu'à la crispation? C'est que la mort ne nous a pas attendus pour travailler. Et il faut s'être absenté d'un être ou bien d'un lieu pour mesurer, dans une perception instantanée, cette implacable marche du mal qui n'est pas apparue à tous ceux qui ont continué de couler leur vie dans le décor familial et qui ne comprennent ensuite que « c'est trop tard » qu'au moment où ils tiennent déjà un cadavre entre les mains...

Mais jamais, à vrai dire, en débarquant à Beyrouth, je n'ai eu, comme cette fois, le sentiment de quelque accomplissement irréparable. Mille petits signes, invisibles pour mes compagnons, manifestent un délabrement mortel. Les rues de la ville transformées en fondrières quatre cadres téléphoniques pendant devant ma porte, un aspect de vaste débraillement, le geste un peu plus lourd des sergents de ville, l'aspect un peu plus lépreux des murs ... Quoi ? Si Vite ? En moins de dix mois ? Un tel recul était-il possible ? Etait-il possible qu'un tel dépérissement se soit produit sans que douze cent mille Libanais aient hurlé en chœur à la mort ? Je ne voudrais rien dramatiser. Avant de rien écrire ici, je me suis imposé ce silence de 3 semaines. (Et je sais bien qu'un retour est facilement une déception, qu'il faut nous méfier des premiers contacts). J'ai voulu vérifier mes impressions, tâter les gens, interroger plus profondément les choses.

Mais il faut bien, hélas, nous rendre à l'évidence :

Ce Liban est marqué, et bien marqué.

Il n'y a pas une santé, si robuste soit-elle, qui aurait résisté au régime de folie auquel ce pays est soumis depuis 5 ans.

Toute la détresse des choses ingouvernées ...

Notre dessein n'est pas d'ailleurs de nommer aujourd'hui les responsables, d'annoncer des châtements.

Il s'agit d'aller d'abord au plus pressé, d'inventorier les dégâts et d'essayer, s'ils sont encore limitables, de les limiter.

Est-il vraiment besoin de refaire le tableau de la pourriture d'une bureaucratie ? Elle est étalée tous les jours dans la chronique des journaux tout regorgeant des désordres et des scandales, des hautes violences et des basses filouteries des cliques au pouvoir. Ce que l'on appelle l'Etat n'est plus que cette immonde foire ouverte aux plus insolentes entreprises des aventuriers qui ont mis au pillage les biens de la nation.

Mais plus encore que leurs trafics et leurs brigandages (400.000 dollars pour des farines-sterling incombustibles) ce qui caractérise le régime, c'est la ruine d'une autorité que l'on accepte plus de subir qu'à la condition qu'elle sache être vacante et mettre en vacances avec elle les gendarmes et les tribunaux.

Toutes les images qui évoquent la détresse des choses ingouvernées – le navire à l'abandon, le bâtiment qui s'effondre – s'appliquent au destin du Liban actuel. Par une raison aussi fatale que celle qui fait que le fruit pourri se détachera finalement de l'arbre – par un processus aussi implacable que celui par lequel un cancer ne peut pas développer autre chose que l'anarchie cellulaire et la mort – il n'y a pas apparemment de force au monde qui puisse faire que le Liban, conduit comme il l'est, ne se désagrège pas et ne disparaisse pas.

L'inéluctabilité de cette échéance est ce qui s'impose aujourd'hui à la conscience du pays tout entier. Une sorte d'angoisse collective est créée, un sentiment d'insécurité qui suspend toutes les initiatives fait hésiter tous les efforts. Chaque citoyen attend comme le craquement subit qui l'avertirait que plus rien ne va plus, que les services publics – l'eau, la lumière, le téléphone, le tramway – sont eux-mêmes arrêtés...

Hier encore...

Hier encore, dans nos bureaux, un des plus éminents fonctionnaires de la hiérarchie judiciaire est venu nous dire l'aviissement de la Justice nationale :

- « Il s'est produit une telle mainmise des politiciens sur le Palais, un tel asservissement de l'ensemble du corps judiciaire, que le juge le plus corrompu ne serait même plus libre de se vendre ».

Et notre informateur concluait :

- « Ce n'est pas le président qu'ils ont pourri ; mais ils ont encore procédé de telle sorte qu'ils ont hypothéqué pour 50 ans l'avenir même de la Justice ».

Quelle entreprise humaine, on le demande, ainsi administrée ne courrait pas à la catastrophe?

Grâce à Dieu, nous ne sommes pas morts ...

Grâce à Dieu, nous ne sommes pas encore morts !... Et nous savons bien que les réserves du Liban, en valeurs et en énergies, ne sont pas près d'avoir été consommées.

Ce n'est pas la faute à nos gouvernants. Depuis 5 ans, dans tous les secteurs de la production nationale, un immense et magnifique effort a été accompli. L'ingéniosité opiniâtre de nos commerçants, de nos industriels, de nos financiers, de nos propriétaires terriens, a suscité des réalisations que l'Etat voudrait impudemment porter à son crédit. Des usines, dans la banlieue de Beyrouth, emploient aujourd'hui jusqu'à 2.000 ouvriers. L'agriculture a adopté des méthodes de travail et de sélection qui ont décuplé en quelques années son potentiel. Enfin, la conjugaison des efforts de nos banquiers et de nos négociants a rendu à la Place de Beyrouth la fonction de distribution qui avait assuré pendant 10 ans à notre commerce une situation privilégiée parmi tous les marchés du Proche-Orient.

Mais que peut cette immense entreprise de reconstruction quand elle se heurte à l'anarchie d'un Etat qui corrompt et stérilise toutes les initiatives, qui dissocie les cadres et sape jusqu'aux fondements de notre administration et de notre économie?

Qui nous garantirait 10 jours?

Il ne suffit pas de dire que « le Liban tiendra » ; que la machine « grince mais tourne » et encore que « comme ça été, ça ira »... Nous avons assez entendu ces slogans de l'optimisme officiel pas lesquels les occupants des palais nous invitent à nous en remettre aux Dieux des gouvernements lâches et des peuples paresseux.

Nous aurions bien tort, d'ailleurs, de trop nous fier aux signes apparents de la santé. Le fait que nous n'ayons pas de dettes extérieures, et que le budget de l'Etat s'équilibre avec les recettes douanières et les taxes de consommation, ne doit pas nous rassurer outre mesure. Depuis 5 ans, nous sommes gouvernés en violation de toutes les règles de la conduite des nations. Nous vivons dans un équilibre acrobatique à la merci du moindre incident. Le premier choc précipitera la débâcle. Supposez seulement que la navigation marchande soit subitement fermée, où le Sérail trouvera-t-il les 30 ou 40 millions de livres qu'il prenait paresseusement chez ses douaniers ? Où notre balance économique trouvera-t-elle la compensation du déficit écrasant de nos exportations?

- « En politique (ripostent ces solennels imbéciles), on ne construit que pour 10 ans »

Très bien ; mais je leur demande, qui peut aujourd'hui nous garantir 10 semaines?
Qui peut nous garantir 10 jours?

Questions sur la corde raide...

C'est bien cette précarité extrême de l'équilibre libanais qui produit le désarroi de l'opinion, l'impuissance et la démoralisation ce ceux qui, menant l'opposition, sont paralysés par la peur de détruire le Liban en même temps que le Sérail.

On ne peut cependant pas compter sur un perpétuel miracle. Pour tous ceux qui n'admettent pas que l'avenir du Liban continue d'être joué sur la corde raide, les deux questions qui se posent sont bien celles-ci :

- Quelles sont les données actuelles de ce que l'on appelle l'ordre libanais?
- Si un redressement est encore possible, quelles seraient les conditions de ce rétablissement?

Né de la violence, condamné à la violence...

Une constatation domine tout : Né dans la violence – né de la violence – le régime actuel de l'Indépendance est condamné, pour se maintenir, à une perpétuelle violence.

C'est toute la clé de la politique intérieure et extérieure, des Sérails libanais depuis 1943.

Cinq années de recul nous permettent aujourd'hui de rétablir les hommes et leurs actes dans la logique d'un déroulement historique dont les causes et les effets apparaissent aujourd'hui à tous.

Qu'a été, en fait, la révolution de novembre? Une opération, proprement révolutionnaire, par laquelle un clan, exclu pendant 20 ans du pouvoir, s'est emparé du Sérail et s'est fait investir des prérogatives dictatoriales qu'exerçait le haut-commissaire français, héritier lui-même de l'absolutisme des sultans.

Cette prise de pouvoir coïncidait avec un concours international de circonstances qui exigeait simultanément :

1. L'exclusion brutale de la tutelle française sur le Levant et l'élimination de toute influence française, ou latine, dans le Proche-Orient.
2. L'intégration de l'Islam libanais à un nouvel Etat araboïde entraîné dans le système des satellites de la puissance britannique.

Dans le concret, cela s'est traduit par deux actes :

1. Création de la ligue arabe (Pacte du Caire).
2. Compromis islamo-chrétien (Pacte libanais de novembre).

Qui perd de vue les circonstances de l'instauration du nouveau régime se condamne à ne rien comprendre à tout le développement de la politique libanaise et arabe de 1943 à nos jours. Il risque aussi de ne rien comprendre à la crise qui se prépare, où ce régime, en sombrant, pourrait bien entraîner le pays avec lui.

Ainsi défini, et restitué à son contexte historique, le régime nous apparaît avec son destin inquiet et toutes ses servitudes morales. La dictature de novembre est une dictature de combat. Elle est née de l'exception, et ne peut se maintenir que dans l'exception. Il lui faut un rebondissement perpétuel de sa propre aventure. Il lui faut se créer des ennemis, les mêmes ennemis ou des ennemis de remplacement sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur. Pour se maintenir au pouvoir – et continuer, sous l'étiquette du salut public, le pillage de toutes les ressources de la nation – les maîtres du Sérail n'ont pas d'autre besogne que de maintenir cette double psychose du péril libanais et du péril arabe, de prolonger par tous les artifices le caractère révolutionnaire de l'Indépendance. Il n'y a pas à s'y tromper. Quand le Sérail nous lance des appels à l'union nationale, il ment. Il ne peut pas ne pas mentir. L'union nationale serait sa fin, il le sait. Il sait qu'il ne peut vivre que dans la division. Il lui faut toujours de nouveaux traîtres, de nouveaux suspects. S'il n'y en a pas, il les créera. Son système exige une répétition continuelle de désastres et de catastrophes.

Toute la cascade des événements auxquels nous avons assisté – depuis le coup de force truqué d'avril, jusqu'aux élections à la pointe des baïonnettes du 25 mai – a là son explication....

Points obscurs....

Points douloureux.

L'Autre condition du maintien de cette dictature est le maintien des circonstances internationales qui ont rendu possible l'opération de 1943. L'aventure palestinienne était, au départ, une belle affaire. Quoi de plus profitable qu'une guerre pour une dictature? La croisade pour le salut de l'arabisme et de la Palestine aura été une belle occasion de redorer quelques prestiges fatigués et de restaurer un terrorisme qui s'affaiblissait. Nous avons eu toute la lyre : camps de suspects, suspension des libertés constitutionnelles, réquisitions, marchés d'armes, collectes, prélèvement forcés, etc. Malheureusement, l'épilogue de l'aventure est beaucoup moins glorieux que le prologue. On négocie difficilement à Rhodes et à Nakoura ce qui devrait être conclu, à Tel-Aviv, à la pointe de l'épée.

La cessation des hostilités, l'exaspération des antagonismes arabes, la menace de la dislocation de la Ligue ne vont-elles pas mettre fin au régime d'exception?

Par quels moyens l'Etat libanais, restitué à lui-même, retrouvera-t-il cette caution britannique qui lui donnait une si fière mine parmi le concert des Etats orientaux?

Il y a là un point qui demeure obscur, un point qui pourrait vite devenir douloureux.

Déboissolés...

Voué par ses chefs à une perpétuelle inquiétude, le peuple libanais cherchera en vain, en lui-même, les lois de son ordre intérieur.

Le fameux Pacte de novembre – qui est le pacte fondamental de l'indépendance nationale – porte en lui les contradictions qui rendent tout gouvernement impossible.

L'expérience nous l'a montré assez cruellement :

« Ni Occident, ni arabisation »: c'est sur un double refus que la chrétienté et l'Islam ont conclu leur alliance.

Quelle sorte d'unité peut être tirée d'une telle formule?

Ce qu'une moitié des Libanais ne veut pas, on le voit très bien.

Ce que ne veut pas l'autre moitié, on le voit également très bien.

Mais ce que les deux moitiés veulent en commun, c'est ce qu'on ne voit pas.

Telle est l'indécence gageure dans laquelle nous vivons.

Le Liban qu'on nous a fait est une partie composée de 2 cinquième colonnes.

Dans une lettre publiée avant-hier dans les colonnes de « L'Orient », un correspondant exprimait très bien ce désarroi où a été réduite toute la nation libanaise.

- « A force de ne vouloir ni l'Ouest ni l'Est, nous écrit (à peu près) cet ami, nos dirigeants ont fini par nous faire perdre le nord ».

Ils semblent bien, aujourd'hui, être eux-mêmes pas mal déboissolés.

La folie est d'avoir élevé un compromis à la hauteur d'une doctrine d'Etat – d'avoir traité l'accident comme une chose stable -, d'avoir cru, enfin, que deux « non » pouvaient, en politique, produire un « oui ».

Le Liban, par peur d'être simplement ce qu'il est, et à force de ne vouloir être ni ceci ni cela, s'aperçoit qu'il risque maintenant de n'être plus rien du tout.

Nous payons l'utopie des embrassades historiques de Gemmayzé et de Basta:

Un Etat n'est pas la somme de deux impuissances – et deux négations ne feront jamais une nation.